

Table-ronde “Coopérations territoriales, mode d’emploi”
Jeudi 28 novembre 2013

Retranscription de l’intervention de Pascal Chauchefoin en clôture du débat, économiste et enseignant-chercheur à l’Université de Poitiers.

“ La synthèse va s’articuler autour de trois éléments. Le premier point est un petit détour historique qui nous permettra de remettre en perspective ce débat sur la coopération. Puis, j’interrogerai le lien entre coopération et développement économique local, pour finir par les points de convergence qui apparaissent avec vos témoignages et que je voudrais soumettre à votre réflexion.

Premier élément: la coopération sur les territoires cela ne date pas d’hier! Cela a été mis en évidence dans la littérature économique depuis très longtemps. Je prendrai quatre points de repères historiques qui vont éclairer ce dont nous avons parlé aujourd’hui et qui sont vraiment fondamentaux dans l’économie actuelle. On ne peut pas continuer à considérer, comme on l’a fait au début des années 70, que le fait de remettre du social, de la confiance, de la réciprocité, que le fait de parler de la coopération entre des gens qui ont des choses à partager à un moment donné, ne ferait pas de l’économie. Ce n’est plus du tout possible de tenir cette position aujourd’hui. Pourquoi?

1) Je ne remonte pas très loin. Début du 20ème siècle, un économiste anglais, Alfred Marshall, fait des recherches sur la Grande-Bretagne. Il souhaite montrer que la très grande entreprise possède un avantage économique majeur, notamment pour dégager des économies d’échelle. Or, par honnêteté intellectuelle, il est obligé de reconnaitre que dans certaines régions de Grande-Bretagne, on trouve des modèles économiques qui fonctionnent et qui pourtant ne sont pas la "très grande entreprise". Ainsi il témoigne qu’il n'a pas toujours trouvé ce qu’il cherchait, et qu’il existe certaines régions qui sont purement industrielles mais qui fonctionnent sur des petites entreprises qui coopèrent entre elles pour un résultat économique finalement aussi valable que celui de la grande entreprise. Ce modèle-là n’est pas celui qu’il a voulu étudié, mais il existe. Il les appelle alors les « districts industriels ». Il explique

que « les secrets sont dans l'air » c'est-à-dire que les gens se parlent pour échanger sur ce qui leur semble important dans leurs pratiques professionnelles, sur les marchés à conquérir, sur les innovations qu'ils mettent en oeuvre etc.

2) Début des années 70, c'est la crise économique. Un auteur italien, Giacomo Becattini, explique que certes l'Europe est en crise mais qu'en observant la géographie économique de son pays, l'Italie, on trouve des secteurs comme le textile qui fonctionnent grâce à des conglomérats de petites entreprises qui travaillent en coopération et qui fonctionnent de manière très flexible pour prendre des marchés. Ces entreprises résistent à la crise qui est en train d'arriver. Il révèle a ce moment-là que quelque chose d'autre se passe par rapport au grand mouvement de mondialisation qui est alors en train de se structurer.

3) Début des années 80, deux américains, Mickaël Piore et Charles Sabel, font le tour du monde pour essayer de retrouver le même type de structuration que Beccatini avait trouvé en Italie. Ces deux auteurs montrent que finalement on voit apparaitre de la cooperation économique sur tout un ensemble de territoires mais qu'il y a quelque chose de nouveau : ces organisations économiques montrent une souplesse que la grande entreprise n'a pas. C'est peut-être un modèle alternatif qui est en train d'émerger par rapport à la grande entreprise qui est en train de se casser la figure. Ces sont des systèmes adaptables et surtout il y a une construction sociale du marché c'est-à-dire qu'on comprend que ces régions ou ces territoires arrivent à fonctionner parce qu'il y a du lien social, des rapports sociaux, des modalités de fonctionnement de la société locale sur lesquels repose de la vraie création économique.

4) Dernière citation très importante : Elinor Ostrom, Prix Nobel d'Économie. Elle a travaillé sur les questions de coopération dans les territoires, et a décortiqué les notions de confiance et de réciprocité. Elle montre que c'est une manière essentielle de faire fonctionner l'économie capitalistique et que l'économie de marché ne fonctionne pas si on n'a pas ce type de rapports qui s'instaure.

Des économistes se sont donc bel et bien penchés sur ces questions-là et nous permettent de savoir un certain nombre de choses sur ce qui se passe en termes de coopération. Pourquoi est-ce si important aujourd'hui ? On apprend quand même que la mondialisation n'a pas tout laminé! Parce que sinon on n'aurait pas des territoires qui se positionnent en disant « On a des ressources

spécifiques qu'on valorise à travers des acteurs qui se mettent ensemble pour faire des choses et proposer des choses », lesquels s'articulent d'ailleurs fort bien avec cette mondialisation.
Dans la notion de coopération et de développement local, on a trop tendance à considérer que les décisions qui se prennent pour les territoires, se prennent finalement en dehors des territoires. On a un raisonnement hiérarchique qui consiste à dire que telle entreprise a tel problème parce qu'elle a eu telle stratégie qui est perdante au niveau mondial. Ou encore, telle décision est prise sur le territoire parce que les actionnaires basés à Singapour veulent plus de bénéfices. Non! L'économie mondiale se construit constamment avec de la dimension sociale et locale qui vient nourrir cette mondialisation. On a trop tendance à ignorer cela. Un simple exemple: quand on réfléchit à l'attractivité du territoire ce n'est pas seulement la somme des avantages fiscaux, des infrastructures et du marché de l'emploi le plus souple possible qu'on va proposer à une entreprise ; quand les entreprises investissent elles regardent aussi s'il y a de la cohésion sociale, du culturel et de l'associatif car c'est révélateur d'un certain bien être dans les territoires, elles regardent s'il y a un système éducatif solide, des systèmes publics qui fonctionnent comme celui de la santé etc. Et ça c'est la construction sociale du marché, et c'est ce que les auteurs économistes ont oublié de mettre en evidence ces derniers temps. Dans le développement local, pour qu'un système économique fonctionne, il faut qu'on ait un environnement favorable et un tissu social qui tourne. Sinon il ne marche pas. Ça peut sembler une vision très utilitariste de la coopération, mais c'est quand même une dimension qui permet de ne pas être marginalisé dans la réflexion économique quand on parle de la coopération. On peut l'utiliser comme argument pour montrer que la coopération c'est aussi de l'économie.

Que recouvrent les pratiques de coopération ? Que faut-il retenir de tout ce qui s'est échangé aujourd'hui ?

Ce n'est pas du tout un modèle, mais il me semble qu'il y a au moins six ingrédients dans ce type de fonctionnement territorial :

1) La question de la création de la valeur ajoutée, au-delà de la valorisation économique. On peut faire de la valeur ajoutée en termes d'épanouissement des populations locales. Il y a un plus en termes de valeur ajoutée par la combinaison notamment des savoir-faire. C'est devenu de plus en plus incontournable, on voit bien que pour inventer quelque chose de nouveau, pour arriver à l'innovation, il faut connecter des petits mondes qui ne se parlent pas. Cette somme de valeurs ajoutées est plus importante que la valeur ajoutée de

chacun mise bout à bout.

2) Il y a la notion identitaire qui est toujours très forte. Coopérer, c'est révéler de la complémentarité, cultiver une identité et se rendre visible notamment vis-à-vis des institutions. L'aspect globalisant des décisions des institutions comme par exemple celles de l'Europe fait qu'à un moment on doit paraitre visible pour pouvoir construire quelque chose. Cette notion identitaire repose sur des éléments culturels mais aussi mécano-institutionnels, des canaux de financements et politiques de manière générale.

3) L'histoire compte, c'est évident. L'histoire culturelle, sociologique, démographique du territoire. Il faut toujours prendre en compte cette profondeur historique vis-à-vis du territoire pour construire quelque chose en cohérence avec ça. Même s'il faut le faire évoluer, car on ne peut pas rester sur le passé.

4) Le besoin d'organisation ou la gouvernance. Quand on met en place de la coopération, il faut qu'il y ait quelqu'un qui soit là pour assurer cette cohérence dans le fonctionnement. Il faut donc de la « super structure », même si on laisse vivre les gens, il faut quelque chose qui permette de définir des règles communes et de les faire fonctionner. Cela a notamment comme rôle essentiel de faciliter les connections. C'est compliqué parce qu'il faut parvenir à valoriser la complémentarité, à cultiver la diversité. Là où cela devient encore plus subtile, c'est qu'il y a de la coopération mais aussi dans la compétition. Les acteurs sont ensemble à certains moments, et concurrents à d'autres, c'est très fort de pouvoir organiser ça.

5) Il faut cultiver la diversité. Faire entrer de nouveaux membres et éventuellement que ceux qui n'y trouvent plus leur intérêt sortent. Ces réseaux à géométrie variable, il faut effectivement pouvoir les cartographier à un moment donné. Même si ce travail sera rapidement obsolète, cela reste intéressant de le faire car ça va permettre de regarder les contours du réseau de coopération c'est-à-dire les insiders et outsiders. C'est ce qui est le plus précieux: qu'est ce qui rentre et qu'est ce qui sort du réseau. Ce n'est pas le coeur, le noyau du réseau qui est fixe et constant qui fait le réseau mais ce qu'il y a dans la périphérie.

6) Dernier point, l'importance de déclencher des mobilisations et de la formalisation par le biais des institutions. Les quatre grands auteurs dont j'ai parlé tout à l'heure sont des gens qui ont tous mis en évidence qu'à un moment donné les institutions ont toujours joué un rôle très important. Les

institutions sont là pour reconnaitre l'existence d'une structure qui fonctionne, pour la légitimer à un certain moment. Et parfois les institutions permettent de fédérer les acteurs autour d'un concept, d'une méthode par exemple avec un appel à projet qui créé une dynamique des acteurs autour d'une notion commune sur un temps donné.

Ce n'est pas du tout un mode d'emploi, mais en identifiant ces six éléments, on a des invariants autour desquels on peut assez bien décrire ce qui est en train de se passer.
Et, toute dernière chose, si l'on focalise sur la coopération dans le monde culturel précisément, il est évident aujourd'hui que plus aucun économiste sérieux ne pourra dire que l'économie ne se valorise pas à travers la culture, et inversement."